

Actifs pour

**«ASSOCIATION INTERMEDIAIRE DU PAYS
MELLOIS »**

48 Rue du Tapis Vert

79500 MELLE

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice : 31 DECEMBRE 2022

Christophe CHAUMONOT – Julien DROCHON
Experts comptables – Commissaires aux comptes

BCA CONSEIL EXPERT
SAS au capital de 200 000 € - RCS NIORT 392 285 565



1 rue Frida Kahlo – 79000 NIORT – Tél : 05 49 77 17 37
2 espace des Chênes Verts – Saint-Martin-Lès-Melle - 79500 MELLE – Tél : 05 49 29 11 01
38 rue des Sables – 85140 ESSARTS EN BOCAGE – Tél : 02 44 51 03 47

www.conseillbca.fr – contact@conseillbca.fr
Retrouvez-nous sur Facebook & LinkedIn



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2022

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AIPM relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association AIPM à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Dans le cadre de nos contrôles nous avons vérifié la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices et validé les assertions d'exhaustivité et de réalité sur les postes du bilan et du compte de résultat.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et le rapport d'activité, et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association AIPM à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NIORT, le 15 juin 2023

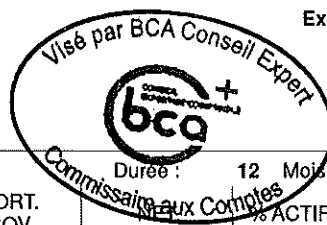
Le Commissaire aux comptes

BCA CONSEIL EXPERT

représenté par Christophe CHAUMONOT



BILAN



Exercice Du 01/01/2022

Au 31/12/2022

ACTIF	Exercice : 2 022				Exerc. : 2 021	
	BRUT	AMORT. PROV.		% ACTIF	NET	% ACTIF
ACTIF IMMOBILISE						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 369	6 065	1 305		2 730	
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, logiciels	7 369	6 065	1 305		2 730	
Droits et valeurs similaires						
Autres						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	306 996	193 750	113 246	24	141 985	23
Terrains	4 000		4 000		4 000	
Constructions	128 470	74 473	53 997		60 020	
Instal. techniques, mat. et out. ind.	33 539	28 928	4 611		7 785	
Autres immobilisations corporelles	140 987	90 350	50 638		70 179	
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 000		8 000	2	8 000	1
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres	8 000		8 000		8 000	
TOTAL I	322 366	199 815	122 551	26	152 715	24
ACTIF CIRCULANT						
STOCKS ET EN-COURS						
Matières premières et approvisionnements						
En-cours de productions						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
AVANCES ET ACOMPTES VERSES / COMMANDES						
CREANCES	185 627	2 093	183 534	39	180 755	29
Créances clients, usagers et comptes rattachés	127 182	2 093	125 089		122 121	
Créances reçues par legs ou donations						
Autres	58 445		58 445		58 634	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS						
INSTRUMENTS DE TRESORERIE						
DISPONIBILITES	160 877		160 877	34	294 360	47
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	4 417		4 417	1	2 688	
TOTAL II	350 921	2 093	348 828	74	477 804	76
Frais d'émission des emprunts	III					
Primes de remboursement des emprunts	IV					
Ecart de conversion Actif	V					
TOTAL GENERAL (I + II+ III + IV + V)	673 287	201 908	471 379	100	630 518	100

BILAN



Exercice Du 01/01/2022

Au 31/12/2022

PASSIF	Exercice : 2022	%	Exercice : 2021	%
	Durée: 12 Mois	PASSIF	Durée: 12 Mois	PASSIF
FONDS PROPRES				
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	40 015	8	40 015	6
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	40 015		40 015	
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE				
Fonds statutaires				
Fonds propres complémentaires				
ECARTS DE REEVALUATION				
RESERVES	189 245	40	193 745	31
Réserves statutaires ou contractuelles			4 500	
Réserves pour projet de l'entité			189 245	
Autres	189 245			
REPORT A NOUVEAU	164 902	35	167 500	27
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	- 147 026	-31	-2 597	
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	247 136	100	398 662	100
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES				
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	19 666	4	26 325	4
PROVISIONS REGLEMENTEES				
TOTAL I	266 802	57	424 987	67
FONDS REPORTES ET DEDIES				
FONDS REPORTES LIES AUX LEGS OU DONATIONS				
FONDS DEDIES				
TOTAL II				
PROVISIONS				
PROVISIONS POUR RISQUES	2 018		5 789	1
PROVISIONS POUR CHARGES	2 018		5 789	1
TOTAL III	2 018		5 789	1
DETTES				
EMPRUNTS OBLIGATOIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)				
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	84 741	18	99 262	16
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES				
AVANCES, ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS				
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	29 382	6	32 285	5
DETTES DES LEGS OU DONATIONS				5
DETTE FISCALES ET SOCIALES	68 559	15	68 095	11
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES				
AUTRES DETTES	1 960		100	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	17 917	4		
TOTAL IV	202 559	43	199 742	32
ECARTS DE CONVERSION PASSIF				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	471 379		630 518	100

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

Exercice Du 01/01/2022

Au 31/12/2022

RUBRIQUES	Exerc.: 2 022 12 mois	Exerc.: 2 021 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Cotisations		
Ventes de marchandises		
<i>dont vente de dons en nature</i>		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	146 281	107 189
Ventes de prestations de service	658 718	853 186
<i>dont parrainages</i>		
Ventes de services annexes	340	415
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	361 708	360 262
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 225	579
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	184	189
TOTAL I	1 174 456	1 321 820
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achat de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements	2 630	2 446
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	221 408	123 817
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	42 452	50 715
Salaires et traitements	874 698	961 175
Charges sociales	156 926	171 277
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	31 597	29 362
Dotations aux provisions	2 093	1 309
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 530	478
TOTAL II	1 333 335	1 340 580
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 158 880	-18 760

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)

Exercice Du 01/01/2022

Au 31/12/2022

RUBRIQUES	Exerc.: 2 022 12 mois	Exerc.: 2 021 12 mois
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	203	261
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	203	261
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 356	1 403
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	1 356	1 403
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-1 153	-1 141
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II +III -IV)	- 160 032	-19 901
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion	12 773	14 356
Sur opérations en capital	6 659	3 961
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	19 432	18 317
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	6 425	1 013
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	6 425	1 013
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	13 007	17 304
Participations des Salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 194 091	1 340 398
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 341 116	1 342 996
EXCEDENT OU DEFICIT	- 147 026	-2 597
PRODUITS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à dispositions gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		



I. DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Objet social : l'association intervient pour aider les demandeurs d'emploi dans la recherche d'un travail
- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées : l'activité est exercée dans le périmètre du pays mellois.
- Moyens mis en œuvre : l'association facilite les contacts avec d'éventuels employeurs à la recherche de main-d'œuvre. Elle assure la gestion de chantiers d'insertion relatifs à l'entretien paysager et rural. Elle intervient auprès des organismes et administrations concernant le suivi, le soutien et la formation des demandeurs d'emploi. Elle propose en collaboration avec d'autres partenaires de l'action sociale des activités complémentaires ayant pour but de faciliter une meilleure réinsertion des demandeurs d'emploi. Elle suscite la mise en place d'initiatives nouvelles afin de permettre la création d'emploi. Elle incite tous les acteurs de la vie économique : demandeurs d'emploi, particuliers, collectivités locales, associations, artisans, commerçants, agriculteurs à être des « acteurs » de la réinsertion des demandeurs d'emploi.

II. FAITS MARQUANTS ET SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'association présente les caractéristiques suivantes :

Total du Bilan :	471 379 €
Chiffre d'affaires :	805 339 €
Résultat :	- 147 026 €

L'exercice couvre la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes :

- Changement de direction en mai dernier et réorganisation globale des pôles RH gestion comptabilité avec mise en place d'un suivi de gestion
- Baisse significative de l'activité de la mise à disposition
- Légère croissance de l'activité du chantier d'insertion
- Mise en place d'action de développement et de partenariat favorisant l'activité
- Renforcement de l'accompagnement : mise en place d'un ASP chargé de mission
- Déficit important en lien avec la baisse des effectifs d'insertion.

III. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Art. 833-2 règlement comptable ANC n° 2014-03



A. Principes généraux

Les comptes annuels ont été établis en application des règles générales comptables et dans le respect du principe de prudence et conformément aux dispositions du Code de Commerce, du décret du 26 décembre 2016, et du plan comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux associations concernées à compter du 1er janvier 2020.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- continuité de l'exploitation ;
- indépendance de l'exercice ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;

Les méthodes de quantification et de valorisation retenues :

- Un bien reçu à titre gratuit est estimé à la valeur vénale, en correspondance au prix du marché à des conditions normales
- Les contributions au travail sont évaluées en fonction des fiches de suivi de temps par bénévole. Ce temps est valorisé à un taux horaire, charges sociales et fiscales incluses, correspondant à la rémunération prévue pour la qualification de la personne concernée selon la convention collective ou la grille des salaires la plus proche de l'emploi exercé (selon le montant qu'aurait coûté une personne normalement rémunérée en fonction de sa compétence et du poste occupé).
- Les contributions en services rendus sont estimées au prix du marché
- Dérogation à la règle de comptabilisation des contributions volontaires en nature faute d'éléments suffisamment quantifiable.
- Dérogation à la méthode comptable référence pour les points suivants : Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 3241 n'est pas comptabilisé ;

La méthode de base, retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité, est la méthode des coûts historiques.

B. Mode et Méthode d'évaluation

1. Immobilisations corporelles

Le Règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et publié au JO du 28 décembre 2016. A ce titre, si un ou plusieurs éléments constitutifs d'un actif ont chacun des utilisations différentes ou procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu.

Sur ces bases, une analyse des éléments constitutifs des biens immobilisés a été menée. Ce travail a amené à constater que les immobilisations corporelles détenues par l'entreprise ne pourraient pas être décomposées, soit du fait de leur caractère d'immobilisations complexes spécialisées correspondant à des éléments qui, bien que séparables par nature, sont techniquement liées par leur fonctionnement, soit par le caractère non significatif des composants identifiés.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction des durées généralement admises suivant les durées habituelles admises par la profession.

Les durées et méthodes d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

- Constructions sur sol d'autrui	10-20-25 ans
- A.A.I. des constructions sur sol d'autrui	5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels	5 à 10 ans
- Agencement de matériel	5 à 10 ans
- AAI divers	5 à 10 ans
- Matériel de transport	4 - 5 ans
- Matériel de bureau informatique	3 et 5 ans
- Mobilier de bureau	5 et 10 ans



2. Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement et autres immobilisations incorporelles

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est, le cas échéant, constituée pour tenir compte de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

3. Créances et Dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provisions, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

IV. NOTES EXPLICATIVES SUR LES COMPTES ET INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

A. Information sur les fonds propres

Art. 431-5 règlement comptable ANC n°2018-06

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droits de reprise	40015				40015
Fonds propres avec droits de reprise	0				0
Ecart de réévaluation	0		0	0	0
Réserves	193745			4500	189245
Report à nouveau	167500			2597	164902
Excédent ou déficit de l'exercice	-2597	2597	0	147026	-147026
Situation nette	398663	2597	0	154123	247137
Fonds propres consommables	0		0	0	0
Subventions d'investissement nettes	26325			6659	19666
Provisions réglementées	5789			3771	2018
TOTAL	430777	2597		164553	268821

**B. Tableau des subventions**

Art. 431-6 règlement comptable ANC n°2018-06

	A NOUVEAU	ATTRIBUTION	UTILISATION	SOLDE
Subventions d'exploitation				
Département Accompagnement Insertion		49 600	49 600	
DREETS aides aux postes		258 925	258 925	
Communauté de communes pays mellois		49 600	49 600	
Département FDI ponctuel		3 583	3 583	
TOTAL		361 708	361 708	

C. Information sur les subventions d'investissement

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde la clôture de l'exercice
Subventions d'investissements	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Total Montant nominal	26 325		6659	19 666
TOTAL quotes-parts virées au résultat	26 325		6659	19 666

D. Provisions inscrites au bilan

Objet de la provision	Dépréciation des Titres	Dépréciation des stocks	Dépréciation des comptes clients	Pour charges	
Argumentation de la provision			Fonction des risques de non recouvrement		
Exercice 01/01/2022 au 31/12/2022					
Début				5 789	
Dotations					
Reprises				3 771	
Fin				2 018	
Exercice 01/01/2021 au 31/12/2021					
Début				4 480	
Dotations				1 309	
Reprises					
Fin				5 789	
Exercice 01/01/2020 au 31/12/2020					
Début				8 105	
Dotations					
Reprises				3 625	
Fin				4 480	

E. Actif immobilisé et amortissements



1. Immobilisations

Valeurs brutes	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Immobilisations Incorporelles	7 369	0	0	7 369
Immobilisations Corporelles	305 562	1 434	0	306 996
Immobilisations Financières	8 000	0	0	8 000
TOTAUX	320 932	1 434	0	322 366

2. Amortissements

Valeurs brutes	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Immobilisations Incorporelles	4 640	1 425	0	6 065
Immobilisations Corporelles	163 578	30 172	0	193 750
TOTAUX	168 217	31 597	0	199 815

F. Echéances des créances et des dettes

1. Créances

ETAT DES CREANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	8 000		8 000
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux et litigieux	2 093	2 093	
Autres créances clients	125 089	125 089	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 865	1 865	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	4 246	4 246	
Etat – Divers	52 334	52 334	
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	4 417	4 417	
TOTAUX	198 045	190 045	8 000



2. Dettes

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligatoires convertibles				
Autres emprunts obligatoires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an l'origine	84 741	14 694	50 177	19 870
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	29 382	29 382		
Personnel et comptes rattachés	20 719	20 719		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	45 110	45 110		
Etat – Impôts sur les bénéfices				
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée				
Etat – Obligations cautionnées				
Etat – Autres impôts, taxes et assimilés	537	537		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	1 960	1 960		
Dette représentative de titres empruntés				
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	17 917	17 917		
TOTAUX	200 366	130 319	50 177	19 870

G. Comptes de régularisation Actif et Passif

1. Les charges à payer inscrites dans les comptes de passif sont composées de :

- Les emprunts et dettes financières	0 €
- Fournisseurs : factures non parvenues	9 347 €
- Clients : Avoirs à établir :	0 €
- Les dettes fiscales et sociales	26 634 €

2. Les produits à recevoir inscrits dans les comptes d'actif sont composés de :

- Clients : factures à établir	0 €
- Fournisseurs : Avoirs à recevoir	0 €
- Les créances fiscales et sociales	1 240 €
- Autres créances	0 €

3. Les charges constatées d'avance s'élèvent à 4 417 €.

Elles sont principalement constituées des loyers, assurances, publicités, abonnements versés d'avance, en conséquence les montants seront comptabilisés en charges au cours de l'exercice suivant.

4. Les produits constatés d'avance s'élèvent à 17 917 €.

Ils sont essentiellement constitués de produits perçus d'avance, en conséquence les montants seront comptabilisés en produits au cours de l'exercice suivant.

H. Informations sur le compte de résultat**1. Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations**

Art. 142-1 règlement comptable ANC n°2018-06.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

**I. Effectif moyen**

L'effectif moyen au cours de l'exercice a été de 49.00 personnes et se décompose de la manière suivante :

- Ingénieurs et cadres	1
- Agents de maîtrise	0
- Employés, ouvriers et techniciens	48
- Apprentis	0

J. Ventilation du chiffre d'affaires

	31/12/2022
AI	659 058
ACI	146 281
Chiffre d'affaires total	805 339

K. Nature des produits exceptionnels et charges exceptionnelles

	31/12/2022
Produits exceptionnels de gestion	12 773
Produits exceptionnels en capital	6 659
Reprise sur provisions et transferts de charges	0
Totaux	19 432
Charges exceptionnelles de gestion	6 425
Charges exceptionnelles en capital	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0
Totaux	6 425

Détail des charges et produits exceptionnels

Détail produits et charges exceptionnels	Montant Charges	Montant Produits
Règlements clients antérieurs soldés		176
Subvention modulation et écart SMIC 2021		7 197
Annulation provision fluides Lezay antérieures		5 400
Quote part de subvention d'investissement		6 659
Perte sur CESU périmé	200	
Perte sur litige client antérieur	397	
Subventions antérieures écart	5 828	



V. Informations relatives aux engagements et autres informations

A. Dettes garanties par sûretés réelles

- | | |
|-----------------------|-------|
| - Hypothèque | néant |
| - Nantissement (gage) | néant |

B. Engagements financiers

- | | |
|--------------------------------|-------|
| - Avals, cautions et garanties | néant |
| - Autres engagements reçus | néant |

C. Garanties d'actif ou de passif

Détail ou néant

D. Clauses de retour à meilleures fortunes

Détail ou néant

E. Créances cédées non échues (dont les effets de commerce escomptés non échus)

néant

F. Engagement Retraite

L'indemnité de fin de carrière est de 2 108 €.

Modalité de calcul des engagements en matière de retraite :

- | | |
|-------------------------|-----------------------|
| - Convention collective | Chantiers d'insertion |
| - Taux d'actualisation | 2,00 % |

G. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes relatifs à l'exercice 2022 sont évalués à 6 909€.

Association AIPM
Siège social : 48 bis rue du tapis vert
79500 MELLE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2022

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice et dont nous avons été avisés, en application de l'article R.612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTION NON AUTORISEE PREALABLEMENT

- Personne concernée : Madame Jeannie LE SAUX, présidente
- Nature et objet : frais de déplacement
- Modalités : remboursement de 1 764,92 € d'indemnités kilométriques correspondant à 2 900 km parcourus au barème de 0,574 €/km pour le 1^{er} semestre et 0,631 €/km pour le 2^{ème} semestre.

Fait à NIORT le 15 juin 2023

Le Commissaire aux comptes
BCA CONSEIL EXPERT
représenté par Christophe CHAUMONOT

